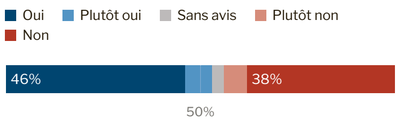
Le soutien à l'imposition individuelle s'effrite à dix jours du vote

Votation du 8 mars Seuls 53% des sondés approuvent encore le projet. En face, les opposants remontent la pente. XXLe suspense est total. Les salariés qui touchent gros continuent de voter pour.

2e sondage Tamedia sur l'imposition individuelle

Allez-vous voter en faveur de la loi fédérale sur l'imposition individuelle? (contre-projet indirect à l'initiative pour des impôts équitables).
Résultat global. Réponses en pour-cent.



Sondage réalisé du 18 au 19 février 2026 auprès de 14'570 personnes de toute la Suisse (dont 3282 en Suisse romande). Marge d'erreur du sous-groupe: ±1 point de pourcentage.

Graphique: I. Caudullo;Source: sondage «20 Minutes»/Tamedia en collaboration avec l'institut LeeWas

Les Suisses sont appelés à se prononcer dans les urnes sur plusieurs objets fédéraux le 8 mars prochain. Keystone/Martial Trezzini

Delphine Gasche Berne

Karin Keller-Sutter doit se faire du mouron. L'imposition individuelle perd du terrain, d'après le dernier sondage Tamedia. Le projet de loi ne séduit plus que 53% des personnes interrogées. C'est 11 points de moins que lors de notre premier pointage. Plus inquiétant encore, les opposants au texte progressent de 14 points pour atteindre 44%.

Ce résultat détonne. Les projets, présentés et défendus par les autorités, commencent généralement avec des scores modestes, avant de prendre de l'ampleur. L'imposition individuelle suit une tendance inverse. Mauvaise nouvelle supplémentaire pour la ministre PLR: le soutien fléchit aussi chez les sympathisants de son propre parti. Ils seraient 55% à approuver l'imposition individuelle contre 65% en janvier.

Revirement chez les Centristes et les UDC

Le plus grand changement de cap s'observe toutefois du côté des conservateurs. Le Centre et l'UDC peuvent se féliciter d'avoir fait passer leur message. Ils martèlent depuis des semaines que le projet désavantagera particulièrement les couples à un seul revenu. Comprendre: les familles traditionnelles où l'homme travaille et la femme reste à la maison s'occuper des enfants. Message reçu 5 sur 5 par leur base. Ils sont désormais 55% à rejeter le projet, alors qu'ils le soutenaient à quelque 60% lors du premier sondage.

La pénalisation des familles dites traditionnelles est d'ailleurs le premier argument mis en avant par les opposants à l'imposition individuelle pour justifier leur refus. Le deuxième, c'est que les inégalités entre couples mariés et concubins peuvent être supprimées au moyen de systèmes plus simples.

L'imposition individuelle introduirait une révolution fiscale. Il y aurait 1,7 million de déclarations supplémentaires.

L'imposition individuelle introduirait effectivement une révolution fiscale. Chaque contribuable devrait remplir sa propre déclaration, indépendamment de son état civil. Ça veut dire 1,7 million de déclarations supplémentaires. Si la révolution est bien balisée au niveau fédéral, les cantons devront encore faire tout le boulot. Et ça, ça ne passe pas dans leurs rangs. Ils ont déjà biffé une partie des inégalités de traitement entre les couples dans leurs systèmes actuels. Revoir leurs barèmes, leurs déductions, leurs forfaits et autres avantages serait une perte de temps et d'argent, à leurs yeux. C'est pourquoi ils se sont rangés du côté des opposants.

Hauteur des revenus décisive

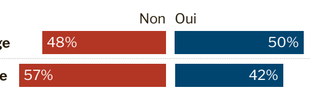
Et la gauche? Elle est toujours convaincue par le projet. Le camp du «oui» progresse même d'un petit point chez les Verts (67%) comme au PS (69%). Les Vert'libéraux affichent, de leur côté, un soutien toujours respectable de 65% quoiqu'en baisse de 5 points. La stabilisation de l'adhésion au projet à gauche et sa régression – plus ou moins forte – partout ailleurs esquissent un fossé partisan quelque peu surprenant. Rappelons que ce sont les Femmes PLR qui ont poussé pour le projet, considéré comme une alternative plus rapide et efficace à leur initiative populaire.

L'argument en faveur de l'imposition individuelle qui l'emporte le plus n'est toutefois pas idéologique. 65% des sondés jugent qu'elle permettra une imposition juste de tous les contribuables. Loin derrière vient l'argument plus politique, soutenu par 20% des personnes interrogées, à savoir que les femmes seront encouragées à travailler et deviendront ainsi plus indépendantes financièrement. Actuellement, le salaire le moins élevé – souvent le leur – est mangé par les impôts et les femmes se mettent sur le banc de touche.

Dans le reste des résultats, on observe surtout des différences importantes en fonction de la hauteur des revenus. Les personnes gagnant entre 4000 et 10'000 francs par mois sont extrêmement partagées, alors que celles touchant plus de 16'000 francs par mois plébiscitent l'imposition individuelle à 63%. La tendance peut s'expliquer par l'impact de la réforme sur ces ménages. L'impôt fédéral direct étant progressif, il touche plus fortement les contribuables aisés. Grâce à l'imposition individuelle, ils verraient donc leur charge fiscale baisser.

2e sondage Tamedia sur l'initiative SSR

Allez-vous voter en faveur de l'initiative «200 francs, ça suffit»?
Résultat global. Réponses en pour-cent.



1er sondage réalisé du 14 au 15 janvier 2026. Marge d'erreur: ±1,4 point de pourcentage.
2e sondage réalisé du 18 au 19 février 2026. Marge d'erreur: ±1,4 point de pourcentage.

Graphique: I. Caudullo;Source: sondage «20 minutes»/Tamedia en collaboration avec l'institut LeeWas

La radio-TV publique va pouvoir sauver sa redevance

SSR L'initiative pour une redevance abaissée à 200 francs perd du terrain sous les coups de boutoir des opposants. Explications du retournement de tendance.

Les patrons et les employés des radios-TV publiques suisses (SSR) peuvent respirer. L'initiative populaire qui veut faire passer la redevance de 335 à 200 francs devrait être rejetée nettement le dimanche 8 mars. C'est ce qu'indique en tout cas notre dernier sondage Tamedia, réalisé les 18 et 19 février. Le non l'emporte désormais par 57% contre 42% lors de notre premier sondage publié en janvier.

C'est un retournement. Dans le précédent sondage, le oui faisait la course en tête avec 50%, talonné par le non à 48%. Désormais, le pronostic est inversé. Cette remontée n'a pourtant rien d'inhabituel. En général, une initiative populaire fédérale perd du terrain au fur et à mesure de la campagne de votation.

Et celle des opposants s'est déployée avec force. On ne compte plus les associations et les institutions politiques, culturelles, syndicales ou sportives qui se sont mobilisées ces dernières semaines pour voler au secours de la SSR. Les cantons aussi ont donné de la voix.

Côté politique, il n'y a pas photo. Tous les partis sont contre la redevance à 200 francs, sauf les sympathisants UDC, qui disent oui à 80%. Le taux de rejet le plus fort? Il est décroché par les sympathisants du Parti socialiste avec 83% de non, suivi des Verts et des Vert'lib à 82%. Fait intéressant à droite, les sympathisants PLR ont désormais basculé dans le camp du non avec 52% des voix contre 46% de oui.

Qu'est-ce qui pousse le plus les gens à voter non à l'initiative? Deux arguments principaux s'imposent. D'abord qu'à l'ère des fausses informations «notre démocratie a besoin d'un média crédible sur lequel peut compter la société». Et puis, l'initiative, trop radicale, mettrait en danger la cohésion nationale d'une Suisse multilingue.

Les femmes plus attachées à la SSR

Le sondage révèle aussi que tous les voyants sont au vert pour les opposants. Dans toutes les classes d'âge et dans tous les types d'habitat (ville, agglomération et campagne), le non s'impose. C'est la même chose dans les régions linguistiques, avec le rejet le plus fort en Suisse romande (60%). Les deux sexes disent non, avec une proportion plus élevée pour les femmes.

Pour arriver à ces résultats, les opposants ont pu compter sur le plus gros budget de cette campagne de votation du 8 mars, soit environ 4 millions de francs. Ils disposent du double du budget des partisans de l'initiative. Ils ont même reçu une obole de 20'000 francs du milliardaire Alfred Gantner, un des hommes d'affaires qui était dans le bureau de Donald Trump avec Rolex et lingot d'or pour plaider la cause suisse dans les droits de douane.

Attaque sur le salaire de Susanne Wille

Les partisans de l'initiative, qui ont largement axé leur campagne sur l'argument porteur de l'allègement du porte-monnaie pour les habitants, voient la défaite poindre à l'horizon. Ils ont donc durci leur campagne en s'en prenant nommément à la directrice de la SSR, Susanne Wille, et en lui reprochant la hauteur de son salaire. «Quand on gagne plus d'un demi-million de francs par an, on n'a pas à se plaindre que la SSR manque d'argent», tonne l'UDC ce mardi dans un communiqué.

Il est douteux que ce type d'attaque puisse à nouveau renverser la tendance en faveur de l'initiative. D'autant plus que la radio-TV publique surfe encore sur la toute fraîche vague des Jeux olympiques d'hiver de Milan et de Cortina. Les Suisses y ont brillé en amassant un record de 23 médailles, dont six d'or. Ces exploits étaient suivis à la trace par la télévision publique, qui du coup s'est attiré un précieux capital de sympathie auprès d'une large partie de la population.

Seule ombre au tableau pour la SSR, si le non l'emporte, elle devra de toute façon se serrer un peu la ceinture et redéfinir ses priorités. Le Conseil fédéral a en effet décidé d'abaisser ces prochaines années la redevance de 335 à 300 francs.

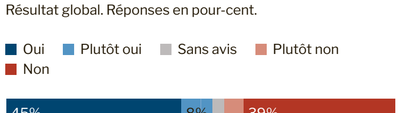
Arthur Grosjean
Correspondant au Palais fédéral

Les Suisses veulent inscrire le cash dans la Constitution

Numéraire L'initiative pour l'argent liquide recueillerait, pour le moment, 53% d'avis favorables. Le contre-projet est lui davantage soutenu, avec 65% de «oui», par les sympathisants de tous les grands partis.

2e sondage Tamedia sur l'initiative «L'argent liquide, c'est la liberté»

Allez-vous voter en faveur de l'initiative «Oui à une monnaie suisse libre et indépendante sous forme de pièces ou de billets»?
Résultat global. Réponses en pour-cent.

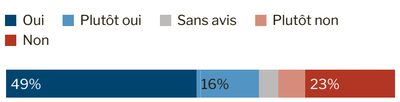


Sondage réalisé du 18 au 19 février 2026 auprès de 14'570 personnes de toute la Suisse (dont 3282 en Suisse romande). Marge d'erreur du sous-groupe: ±1 point de pourcentage.

Graphique: I. Caudullo;Source: sondage «20 Minutes»/Tamedia en collaboration avec l'institut LeeWas

2e sondage Tamedia sur le contre-projet direct à l'initiative «L'argent liquide, c'est la liberté»

Allez-vous voter en faveur de l'arrêté fédéral sur la monnaie suisse et l'approvisionnement en numéraire?
Résultat global. Réponses en pour-cent.



Sondage réalisé du 18 au 19 février 2026 auprès de 14'570 personnes de toute la Suisse (dont 3282 en Suisse romande). Marge d'erreur du sous-groupe: ±1 point de pourcentage.

Graphique: I. Caudullo;Source: sondage «20 Minutes»/Tamedia en collaboration avec l'institut LeeWas

Avantage contre-projet. Si l'on sait déjà que les Suisses tiennent à l'argent liquide, l'enjeu de la votation du 8 mars est de savoir si les votants soutiendront l'initiative du Mouvement suisse pour la liberté ou le contre-projet concocté par le Conseil fédéral et le parlement.

Pour mémoire, le premier sondage Tamedia (éditeur de ce contenu) montrait une certaine incertitude entre les deux options. Cette fois, les avis sont plus tranchés: le contre-projet est soutenu par 65% des personnes qui ont répondu à notre questionnaire en ligne (7 points de progression depuis le premier sondage) contre 53% pour l'initiative (baisse de 9 points). À la question subsidiaire, visant à départager les objets s'ils sont tous les deux acceptés, le contre-projet est préféré par 58% des sondés, l'initiative par 37% (respectivement 52% et 41% lors du premier sondage).

Le oui augmente avec l'âge et diminue avec le revenu

Désormais, seule la base de l'UDC soutient davantage l'initiative – avec 82% de ses sympathisants qui l'approuvent. À l'inverse, les Vert'libéraux s'y opposent à 73%. Le oui augmente avec l'âge mais tend à diminuer avec le niveau de formation et le revenu. L'argument principal en faveur du texte est que l'argent liquide ne dépend pas de systèmes techniques, comme internet ou l'électricité. Ses opposants, eux, jugent surtout que le contre-projet du Conseil fédéral et du parlement tient suffisamment compte des préoccupations de l'initiative.

Le contre-projet, justement, est approuvé par l'électorat de tous les grands partis. Le soutien est large puisqu'il se retrouve dans toutes les communautés linguistiques, dans tous les niveaux de formation et toutes les classes de revenu, ainsi que dans toutes les tranches d'âge. Il est le plus marqué chez les PLR et les sympathisants du Centre (73% et 72% de oui). Les moins convaincus sont les UDC (54% de oui). À noter que, contrairement à leur parti, les sympathisants Vert'libéraux approuvent le texte à 64%.

L'argument qui convainc le plus les partisans du contre-projet est qu'il garantit le franc et l'approvisionnement en espèces sans modifier le système qui a fait ses preuves. Dans le camp du non, on estime surtout que ce texte ne fait que réaffirmer le droit en vigueur et alourdit inutilement la Constitution (43%). L'idée selon laquelle le contre-projet ne définit pas explicitement les espèces comme des pièces et des billets – ce qui laisse ouverte la possibilité de les remplacer par une monnaie numérique d'État – est moins souvent évoquée (32%).

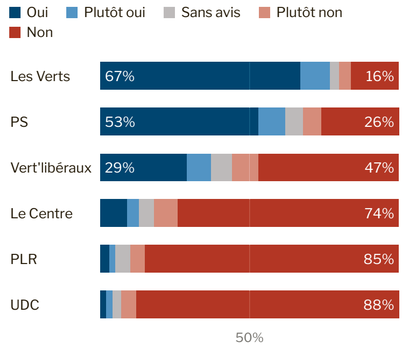
Caroline Zuercher

Le fonds climat s'enfonce encore davantage

Un non en vue Le rejet du texte porté par Les Verts et le PS pourrait s'avérer massif. Le camp du non a gagné neuf points en quelques semaines.

2e sondage Tamedia sur l'initiative «Pour un fonds climat»

Allez-vous voter en faveur de l'initiative «Pour une politique énergétique et climatique équitable: investir pour la prospérité, le travail et l'environnement»?
Résultats par couleur politique. Réponses en pour-cent.



Sondage réalisé du 18 au 19 février 2026 auprès de 14'570 personnes de toute la Suisse (dont 3282 en Suisse romande). Marge d'erreur du sous-groupe: ±4 points de pourcentage.

Graphique: I. Caudullo;Source: sondage «20 Minutes»/Tamedia en collaboration avec l'institut LeeWas

La claque se confirme pour le fonds climat. Selon le deuxième sondage Tamedia (éditeur de ce contenu), ce texte déposé par le PS et les Verts recueille 28% d'avis favorables (23% de oui et 5% de plutôt oui), contre 68% d'avis défavorables (62% de non et 6% de plutôt non). Quelque 4% des sondés sont indécis.

Par rapport à notre premier sondage, le camp du non s'est ainsi renforcé de neuf points de pourcentage. Sur cet objet, on assiste clairement à un clivage partisan. Le refus est massif à l'UDC (93%), au PLR (90%) et au Centre (82%). Il se retrouve également chez les sympathisants des Vert'libéraux (56%). À l'inverse, l'initiative est nettement soutenue par les bases Verte (77%) et socialiste (62%).

Si l'initiative n'atteint la majorité dans aucun groupe social pris en compte, on observe néanmoins quelques différences. Les femmes (32% de oui), les personnes vivant en ville (38% de oui) et celles titulaires d'un diplôme universitaire (41% de oui) se montrent moins négatives face au texte.

Faire de la protection de la nature une tâche publique

Pour ses partisans, l'argument qui pèse le plus en faveur de l'initiative est qu'elle fait de la protection du climat et de la nature une tâche publique. La protection du climat serait ainsi financée de manière équitable et personne ne serait laissé de côté. Les opposants, pour leur part, se reconnaissent surtout dans l'idée qu'aujourd'hui déjà, la Confédération investit quelque 2 milliards de francs par année pour la protection du climat et la transition énergétique ainsi que 600 millions pour la biodiversité.

Caroline Zuercher